



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 27 — Premier avril 1975

sommaire

page 3 :

ANGOLA : DES FUSILLADES QUI
PREPARENT LE REGIME DE
PARTI UNIQUE

page 5 :

UN PROCES A TANANARIVE :
LORSQUE LES HYENES SE
DEVORENT ENTRE ELLES

page 7 :

INDEPENDANCE IMMEDIATE
POUR DJIBOUTI

page 8 :

GUADELOUPE : SOLIDARITE AVEC
LES TRAVAILLEURS AGRICOLES
EN LUTTE

page 9 :

INDOCHINE : VERS
L'EFFONDREMENT DES REGIMES
FANTOCHES ?

page 10 :

DES DECLARATIONS HYPOCRITES
DE L'ONU A LA TRISTE REALITE
DE LA CONDITION FEMININE

prix: 1 Franc

CARTE DE
SEJOUR
POUR TOUS
SANS CONDITIONS !

Depuis le 31 mars, plusieurs centaines de travailleurs africains sont sous la menace d'une expulsion. A cette date-là, tous les ressortissants africains devront posséder une carte de séjour — ou avoir déposé la demande —, ainsi que la récente circulaire Poniatowsky en fait obligation.

Or, d'après la circulaire, il faut avoir été en France au 1er décembre 1974 et pouvoir en apporter la preuve pour avoir droit à la carte de séjour. Sinon, il faut posséder une autorisation des services d'émigration établie dans le pays d'origine.

Et que deviendront ceux qui sont arrivés en France un peu après le décret légal sans avoir les papiers nécessaires? Que deviendront ceux qui sont arrivés même avant le 1^o décembre, mais qui, à cause des lenteurs administratives de leurs ambassades, n'ont pas été enrégistrés à temps? La réponse est claire: ils seront à la merci du moindre contrôle policier.

Il ne faut pas laisser nos camarades livrés aux caprices de l'administration. L'obligation de la carte de séjour qui accroît encore le contrôle policier sur les travailleurs africains est une mesure suffisamment grave en elle-même pour que nous n'acceptions pas en plus une discrimination qui frappe certains de nos camarades.

En réagissant sur cette question, en mettant les organisations de gauche françaises devant leurs responsabilités, en sensibilisant l'opinion publique, nous pouvons faire reculer les autorités et les obliger à délivrer les cartes de séjour à tout le monde.

Pour protester contre cette situation, un comité de coordination s'est créé et avait organisé un meeting regroupant plus de deux cent cinquante personnes. D'autres initiatives de protestation ont été prises par différentes formations politiques dont la nôtre. Nous sommes solidaires de toutes les actions dans ce domaine.

oOo

ANGOLA :

DES FUSILLADES QUI PREPARENT LE REGIME DE PARTI UNIQUE

Cinquante morts, plus de cent blessés: c'est le bilan provisoire des affrontements armés qui ont opposé ces derniers jours, dans la région de Caxito à quelques dizaines de Km de Luanda capitale de l'Angola, des troupes du FLNA (Front de Libération Nationale de l'Angola) à celles du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola). Ce même type d'affrontements aurait fait soixante dix morts à Sasenga, banlieue de Luanda.

La situation est considérée comme étant grave et un couvre-feu rigoureux a été établi entre 18 heures et 9 heures du matin.

Trois formations d'importance inégale postulent au pouvoir en Angola: le MPLA, le FNLA et l'UNITA (Union Nationale pour l'Unité Totale de l'Angola). Et chacune de ces trois composantes postule au rôle de parti unique. Car malgré les différences importantes tant du point de vue de la combativité contre l'oppression coloniale que du point de vue de l'implantation, toutes ces organisations nationalistes limitent leur objectif à la mise en place d'un état national sur une base bourgeoise. Il ne leur reste plus, maintenant que cet objectif est en voie d'être atteint, qu'à se disputer le contrôle de cet état.

Chacune de ces trois formations veut être en place pour que le jour venu, après l'indépendance, elle soit la seule à détenir le futur gouvernement.

Il suffit de voir avec quel acharnement elles se sont disputé, dès le lendemain de la mise en place du gouvernement de transition le 31 janvier, les postes ministériels ou le contrôle des administrations régionales futures.

C'est un processus inévitable. Ces formations bourgeoises sont incapables de maintenir entre elles des relations démocratiques et de créer ensemble une démocratie parlementaire. En Angola comme dans toute l'Afrique, le pays est trop pauvre, la misère des classes exploitées, travailleurs et paysans pauvres, est trop grande pour qu'une démocratie bourgeoise puisse s'établir.

En Algérie qui, comme l'Angola, avait accédé à l'indépendance après une longue lutte d'émancipation nationale, le FLN a éliminé toutes les organisations rivales, (le MNA surtout) avant d'arriver au pouvoir. Après la prise du pouvoir, c'est au sein même de la direction du FLN que s'est livrée une lutte sanglante qui avait conduit à la dictature personnelle de Ben Bella d'abord, de Boumediène ensuite.

Le même processus est enclenché en Angola. Car en Angola où, comme dans tous les pays pauvres, les inégalités sont criantes, où la richesse de quelques-uns est d'autant plus révoltante que la misère de la majorité est grande, l'exercice des libertés démocratiques est impossible, même pour les privilégiés.

Là où le maintien des privilèges exige que les exploités soient sévèrement baillonnés, les privilégiés eux-mêmes sont tenus de fermer leur bouche. Inévitablement, le même genre de régime que celui des autres pays d'Afrique, des régimes dictatoriaux, existera en Angola.

Les organisations nationalistes angolaises ne peuvent éviter leur élimination par la plus forte d'entre elles que par une éventuelle tentative sécessionniste, en détachant de l'Angola la région où leur implantation est la plus forte.

Ce serait une issue désastreuse pour l'Angola. Malheureusement, elle ne peut pas être exclue. Pas seulement parce que toutes ces organisations sont infiniment plus préoccupées par leur volonté d'exercer le pouvoir que par l'intérêt du pays. Mais surtout parce que les puissances impérialistes ont trop d'intérêts en jeu pour ne pas tenter d'appuyer plus ou moins ouvertement telle organisation nationaliste, jusqu'à et y compris la sécession. Les rivalités impérialistes pourraient très bien emprunter le canal des rivalités entre les organisations.

Seuls des libéraux remplis d'illusions peuvent se lamenter sur les déchirements entre organisations rivales et regretter que ne s'établisse un cadre démocratique à l'intérieur duquel ces organisations pourraient collaborer. Il n'y aura pas et il ne peut pas y avoir de démocratie bourgeoise en Angola. La pauvreté et l'inégalité engendrent nécessairement la dictature. La question est de savoir qui exerce cette dictature ? Un appareil d'Etat répressif contre l'écrasante majorité de la population pour maintenir les privilèges ? Ou bien les classes les plus pauvres, les travailleurs, les paysans pauvres, contre les privilégiés, contre les exploités, pour supprimer les privilèges ?

Autrement dit pouvoir bourgeois ou pouvoir des travailleurs ? Seul le pouvoir des travailleurs pourrait commencer à transformer la société, de manière à éliminer les privilèges et à jeter les bases d'une société égalitaire. Et ce pouvoir des travailleurs serait, en tout état de cause, infiniment plus démocratique pour les ouvriers et pour les paysans pauvres que le régime que prépare celui des Holden et des Neto qui survivra à la lutte interne que se livrent entre eux les candidats à la dictature ...

UN PROCES A TANANARIVE :

QUAND LES HYENES

SE DEVORENT ENTRE ELLES

Un grand procès est actuellement en cours à Tananarive, capitale de Madagascar. Il s'agit du jugement des rescapés du commando auteur de l'attentat du 11 février dernier au cours duquel l'ancien chef d'Etat le colonel Ratsimandrava a trouvé la mort cinq jours après son accession au poste de chef d'Etat.

Près de 300 personnes sont accusées. Parmi ces personnes les maîtres du camp d'Antanimora qui auraient agi sous les ordres du colonel Rajaonarison ancien conseiller militaire du général Ramanantsoa - ce général qui a prudemment démissionné de son poste de chef d'Etat.

Mais parmi ces 300 personnes figurent aussi, et cela mérite d'être souligné, les principaux représentants du Parti Socialiste Malgache (PSM) c'est à dire les anciens hommes de paille de l'impérialisme français, l'ex-président Tsiranana et son ministre de l'intérieur le sanguinaire Resampa père fondateur et protecteur des FRS (Forces Républicaines de Sécurité)

Bien sûr, parmi ceux qui passent en jugement, les Tsiranana et compagnie, il y a nombre de corrompus de l'ancien régime qui ne sont pas plus les amis des travailleurs que ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir.

D'ailleurs, soit dit en passant, celui-là même qui est le chef d'Etat actuel, le colonel Andriamahazo a un passé tout aussi peu reluisant.

C'est en effet lui-même qui était chargé en mars 71, par le régime de Tsiranana, de réprimer dans le sang la rébellion des paysans pauvres du Sud contre la famine. Ce sont ses FRS qui ont assassiné plus de trois cents personnes à ce moment.

Comme on le voit, dans ce procès, les accusateurs ne sont pas plus proches des travailleurs que les accusés. Et ce ne sont là que des hyènes qui se dévorent entre elles.

Mais quelles sont les causes réelles de cette instabilité du pouvoir où les militaires succèdent aux militaires, où les démissions précèdent les coups d'Etat ?

Et comment la nouvelle équipe militaire pourrait-elle, même si elle le voulait, résoudre tous ces problèmes, sinon quelle sera sa politique ? Quelle peut être l'évolution future ? Quelle peut être l'issue de cette situation ?

En tous cas, le nouveau "directoire" ne semble avoir trouvé d'autre réponse que celle du langage de la matraque et de la répression usant de l'institution du couvre-feu comme seule réponse aux problèmes qui se posent.

Et jusqu'à présent, elle ne semble pas plus que les équipes militaires précédentes, décidée à opter pour une politique ouvertement nationaliste et radicale ou une politique ouvertement favorable à l'impérialisme français. à l'image du fantôme Tsiranana.

Les membres du "directoire" ne font qu'agir au jour le jour en menant une politique empirique. Cette hésitation s'illustre d'ailleurs par la composition même du gouvernement où siègent les différents courants des milieux politiques, aussi bien ceux, modérés, qui sont représentés par Andriamahazo lui-même ou ceux qui passent pour plus radicaux, tels Didier Ratsiraka partisans du maintien des "fokonolona" ces sortes de communes autogérées partisans également de prendre des distances vi-à-vis de l'impérialisme.

Mais ni un maniement plus déterminé de la matraque, tantôt à gauche tantôt à droite, ni la politique à la petite semaine ne peut arriver à stabiliser la situation. Car c'est toute la situation générale qui est la cause de tous les problèmes que les classes dirigeantes n'arrivent pas à résoudre. C'est cette même situation, l'exaspération des populations pauvres par la dégradation des conditions d'existence, qui parfois prend le canal des rivalités ethniques, est le marasme économique général qui crée une situation que les gouvernants sont incapables de dominer.

Andriamahazo et son équipe ont beau s'attaquer aux Tsiranana et Résampa - encore faut-il qu'ils osent les condamner car ces derniers semblent disposer d'un certain crédit au sein même de son appareil d'Etat - son gouvernement a de fortes chances de tomber ou d'être écarté à l'image de ses prédécesseurs.

Tant que la crise ne se manifeste que par des remous au sein de la classe dirigeante, le pays peut trouver une certaine stabilité dans l'instabilité. C'est à dire qu'on pourra assister à une succession plus ou moins éloignée de putschs, de révolutions de palais, ou de coups d'Etat au travers desquels une nouvelle équipe remplacerait chaque fois l'ancienne atteinte par l'usure.

Mais la crise est trop profonde pour que tôt ou tard, les masses populaires ne finissent pas elles-mêmes à se mettre en branle. Sous quelle forme ? Conscientes de leurs intérêts et désireuses de se débarrasser des privilégiés qui parasitent le pays ? Ou bien trompées par les démagogues nationalistes, s'engageront-elles dans l'impasse des guerres ethniques ? Voilà la question déterminante de l'avenir.

INDEPENDANCE IMMEDIATE POUR DJIBOUTI

Des membres du Front de Libération de la Côte de Somalie avaient enlevé l'ambassadeur de France en Somalie le dimanche 23 mars à Mogadiscio. Les membres du Front réclamaient en échange de l'ambassadeur la remise en liberté des deux prisonniers politiques Osman Rabeh et Elmi Kaireh, plus une rançon de 100000 dollars-or (soit 420 000 NF) et un avion pour se réfugier à Aden (capitale du Yemen du Sud).

La transaction entre le commando et les autorités françaises a été faite. C'est une victoire pour les membres du Front d'avoir fait céder le gouvernement français. Ils ont réussi à faire libérer leurs camarades qui croupissaient dans les prisons françaises. Osman Rabeh purgeait une peine de détention à vie depuis 1968, dans la prison de Muret (Haute-Garonne), accusé d'avoir commis un attentat contre Ali Aref, le gouverneur du Territoire "Français" des Afars et des Issas. Elmi Kaireh était incarcéré à vie depuis 1970 à Caen, accusé d'avoir lancé une grenade dans un café de Djibouti.

Effectivement, les membres du Front ont brisé le mur du silence sur le problème des prisonniers politiques et le problème de l'indépendance de la côte de Somalie.

Certes, lorsque Rabeh et Kaireh ont été condamnés à la prison à vie, personne n'était au courant et n'en parlait. Il a fallu qu'on enlève un représentant du colonialisme français pour que toute la presse bourgeoise se mette à lancer des cris d'indignation.

Les membres du Front ont réussi de cette façon à attirer l'attention de l'opinion publique sur le problème de l'une des dernières colonies françaises où plus de 200 000 habitants vivent dans la misère et l'oppression. Un pays dont la situation est à l'image de la capitale Djibouti, qui est entourée de barbelés électrifiés, de mines et de bombes.

C'est une situation révoltante. Elle ne pourra pas durer longtemps. En 1966, lors de la venue de De Gaulle à Djibouti, la population a violemment manifesté sa haine contre le colonialisme. C'est par une répression sanglante que le pouvoir est parvenu à rétablir l'ordre. Mais la répression n'avait certes pas pu changer les sentiments. Quelles que soient les forces qu'il concentre à Djibouti, le pouvoir colonial sera chassé.

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS AGRICOLES EN LUTTE EN GUADELOUPE

En Guadeloupe, les travailleurs agricoles de la canne à sucre sont en grève depuis plus d'un mois. Ils refusent de reprendre le travail avant la satisfaction de leurs revendications.

En effet, les travailleurs réclament 45 F par jour pour ceux qui attachent la canne et 50 F pour les coupeurs. Les ouvriers qui travaillent dans les usines à sucre réclament 6,09 F de l'heure.

Les travailleurs de la canne ne sont pas les seuls à être en grève. Les planteurs aussi sont en lutte. Ils réclament 100 F par tonne pour la récolte 1974 et 110 F pour la récolte 1975.

En réponse à ces justes revendications des travailleurs agricoles et des planteurs, le colonialisme français envoie ses flics, ses "képis rouges", pour briser la grève. Les patrons embauchent des chômeurs ou des travailleurs venant d'autres coins des Antilles. Ceux-là sont souvent payés plus cher du moment qu'ils acceptent de travailler à la place des grévistes et sous la protection des centaines de CRS et de "képis rouges" armées jusqu'aux dents.

Ce n'est pas la première fois que les forces de répression interviennent contre des travailleurs en grève aux Antilles.

Il y a à peine un an, deux ouvriers agricoles de la Martinique ont été sauvagement assassinés par l'armée coloniale. Aujourd'hui aussi les CRS et les képis rouges sont prêts à tirer sur des grévistes.

Malgré la présence de la police et de l'armée, les travailleurs ne sont nullement intimidés. Bien au contraire, ils sont plus déterminés que jamais. Des centaines de travailleurs manifestent dans les rues, devant les usines, organisent des meetings.

La lutte que mènent les travailleurs de la Guadeloupe est la même que la nôtre. Ils affrontent les forces de répression coloniale, celles des patrons qui nous exploitent autant ici dans l'immigration qu'en Afrique. Ils ont le soutien le plus total des travailleurs révolutionnaires africains.

INDOCHINE

VERS L'EFFONDREMENT DES REGIMES FANTOCHES ?

A l'heure où nous écrivons, la seconde ville du Vietnam du Sud, Da-Nang vient d'être évacuée par les troupes gouvernementales. L'armée du régime fantoche de Thieu est en pleine débandade. Le régime lui-même est au bord de l'effondrement.

Dans le Cambodge voisin, le dictateur Lon Nol vient d'annoncer son départ pour l'étranger? Phnom-Penh, capitale du pays, est assiégée par les Khmers rouges.

Si ces deux régimes ont pu se maintenir en place jusqu'à présent, c'est grâce au soutien militaire et financier de l'impérialisme américain. Ce dernier entretient ces deux régimes en les inondant de dollars, en leur fournissant du matériel militaire autant qu'ils en ont besoin, et des conseillers techniques.

Ces régimes sont en train de montrer qu'ils n'ont pu se survivre que grâce au soutien de l'impérialisme américain. Et sans ce soutien, la chute du régime de Thieu comme celui de Lon Nol serait accomplie depuis longtemps.

La chute de ces régimes, quelle que soit la firme qu'elle prendra, sera une défaite pour la politique de l'impérialisme américain. Elle consacrera l'incapacité de ce dernier à maintenir sa mainmise directe sur cette région du monde. Elle sera ressentie comme un avertissement par tous les régimes fantoches que l'impérialisme américain soutient de par le monde contre les aspirations de leurs peuples. Elle entraînera enfin, inévitablement, un regain des luttes d'émancipation dans d'autres pays du Sud-Est asiatique, au Laos, en Thaïlande et peut-être ailleurs.

C'est justement cela que l'impérialisme américain voulait éviter, même lorsqu'en 1968, constatant son incapacité à vaincre militairement, il a entrepris une politique de dégageant. Le choix qu'il avait fait alors consistait d'une part à prolonger au maximum l'existence des régimes en place par un soutien financier et technique, mais sans intervenir par ses propres troupes ; et, d'autre part, à chercher à négocier un règlement global pour l'ensemble du Sud-Est asiatique. L'impérialisme américain escomptait qu'un tel règlement global stabiliserait la situation dans le Sud-Est asiatique et lui permettrait de partir sans trop perdre la face. Un tel règlement global implique nécessairement un accord avec la Chine, principale puissance dans cette région du monde.

Tout laisse penser qu'un tel règlement global n'a pas pu être trouvé. Les régimes fantoches sont en train de s'effondrer avant qu'il ait été élaboré.

La marge de manoeuvre de l'impérialisme américain se rétrécit au fur et à mesure que ses pions, les Lon Nol et Thieu, sont ou seront éliminés. Ni ses hommes, ni leurs successeurs ne seront plus capables, sur le plan militaire, d'éviter la débâcle. Sur le plan militaire, seule une nouvelle intervention directe de l'armée américaine pourrait freiner l'avance de l'armée du FNL au Vietnam ou des Khmers rouges au Cambodge. Pour insensée et révoltante que puisse apparaître une entreprise pareille, elle ne peut pas être totalement exclue à l'heure actuelle, quoi qu'elle paraisse peu probable. Les prochains jours montreront si les Khmers rouges et le FNL tenteront de s'installer directement, les uns à Phnom-Penh, les autres à Saïgon, ou s'ils chercheront un compromis provisoire avec les successeurs de Lon Nol et de Thieu. Leur victoire semble en tout cas proche.

DES DECLARATIONS HYPOCRITES DE L'ONU A LA TRISTE REALITE DE LA CONDITION FEMININE

Ainsi les représentants des divers gouvernements qui siègent à l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont décidé que l'année 1975 serait l'année internationale de la femme.

Mais quelle signification ces messieurs qui siègent en haut lieu veulent-ils donner à cette année ? Quelles mesures en faveur de la femme prendront-ils désormais ? Est-ce qu'ils vont décréter une nouvelle fois que la femme sera désormais l'égale de l'homme ? Comme si les décrets et les lois suffisaient à changer miraculeusement la condition féminine.

Il ne s'agit là, bien sûr que de discours démagogiques et de poudre aux yeux jetée aux femmes qui le croient, si toutefois il en existe.

Cependant, nous pouvons profiter de cette occasion pour dénoncer la situation de la femme dans ce monde dominé par les inégalités sociales, dans ce monde où règne l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et si, contrairement à tous les mensonges de ceux qui nous gouvernent la femme est opprimée par l'homme, ce n'est là que la conséquence de cette société de classes car le degré d'émancipation de la femme n'est que le reflet du stade de civilisation de la société humaine en général.

Bien sûr l'oppression qu'elles subissent ne se fait pas sentir au même degré pour toutes les femmes. Celles des ministres, des députés ou autres privilégiés ne vivent pas dans les mêmes conditions que la femme travailleuse.

Ne s'en trouve-t-il pas parmi les femmes des milieux bourgeois liérais qui portent des mini-jupes, qui fument dans la rue ou qui tiennent des propos très libres ? Mais l'émancipation de la femme ce n'est pas cela, et même si elle était cela, elle ne concerne pas les millions de femmes de paysans pauvres qui pendant l'hivernage travaillent dans les champs, qui sont parfois les seules à cultiver l'arachide, le coton, ou encore le riz et les légumes. Et ce sont ces femmes qui après avoir travaillé de la sorte toute la journée sont encore obligées de faire toutes les tâches à la maison, de piler le mil et de s'occuper des enfants.

Malgré son entière participation à la vie économique du village, la femme est considérée comme un être de second ordre, tout juste bon à subir l'autorité du mari et de ses parents. Malgré cela, elle subit l'hypocrite système de la polygamie qui considère comme normal pour l'homme ce qu'il n'admet pas pour la femme. Malgré tout cela, elle subit les mariages forcés, etc ...

Que la femme ne soit pas considérée comme l'égale de l'homme à tous les points de vue, qu'elle ne bénéficie pas des mêmes droits, des mêmes libertés, qu'elle ne soit pas considérée comme un être humain à part entière est une situation révoltante.

Les révolutionnaires socialistes doivent combattre cette situation anormale et d'un autre âge. Nous devons lutter pour l'émancipation totale de la femme.

Mais cette lutte est liée à la lutte pour l'émancipation de tous les travailleurs et des paysans pauvres.

Car dans une société où toutes sortes d'oppressions survivent, les femmes ne pourraient être pleinement égales aux hommes.

Et inversement nous pouvons dire qu'une société où la femme n'est pas pleinement libre n'est pas une société libre. Alors, malgré toutes les traditions et les pressions il faut que les femmes occupent la place aux côtés des travailleurs et des paysans pauvres qui combattent pour l'émancipation sociale et qui du même coup balayeront toute forme d'oppression et de diminution.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.